Les sens de la peine

Formation initiale, 11 octobre 2011

Dans le ministère d'aumônier, nous sommes sans cesse conduits à nous interroger sur le sens de la peine : pourquoi met-on des hommes et des femmes en prison ? Quel sens y a-t-il à cela ?

Le mot « sens » a lui-même plusieurs... sens ! En français, on parle de « sens » pour désigner nos organes des sens (la vue, l'ouïe, le toucher...), mais ce sens ne nous concerne pas ici ; on en parle aussi pour exprimer la signification (que mettons-nous derrière le mot « peine » ?) ; et on en parle enfin pour exprimer l'orientation, le but, la finalité (à quoi sert la peine de prison ?) Chacun des deux derniers sens du mot « sens » renvoie lui-même à une pluralité de réponses, et nous pouvons nous demander laquelle promouvoir en tant qu'aumôniers.

1) La signification de la « peine »

Premier sens du mot « sens », donc : la signification. Que signifie la « peine » ? Le mot « peine », en français, a trois acceptions. La peine est tout d'abord une sanction, une punition, infligée suite à une action répréhensible. La peine est ensuite une souffrance morale, un chagrin : « cela me fait de la peine », dit-on. Il est intéressant de relever cette ambivalence du mot « peine », qui relie la sanction à une souffrance morale. En quelque sorte, la peine infligée suite à un délit ou à un crime devrait se limiter à une souffrance strictement morale : une privation de liberté (c'est-à-dire de liberté d'aller et de venir) et rien d'autre. Les châtiments corporels et la peine de mort devraient être exclus du champ de la « peine ». Le détenu devrait vivre presque normalement (si tant est que cela est possible si la liberté de mouvement lui est retirée), en tout cas sa dignité et son intégrité devraient être respectées : la prison ne devrait pas être un lieu d'humiliation ni d'avilissement. Voilà ce que nous dit le langage.

Il y a encore un troisième sens au mot « peine » : c'est une activité qui coûte, qui fatigue, qui demande un effort. « À chaque jour suffit sa peine », dit la Bible (Mt 6, 34). Cette dernière acception se distingue des deux autres en ceci qu'il s'agit d'une peine choisie et assumée, et non pas d'une peine infligée et subie. Mais une peine-sanction peut devenir une peine-travail si le condamné l'accepte, l'assume et l'investit : il cesse de la subir pour en devenir acteur. Cela nous conduit à interroger le dernier sens du mot « sens » : la finalité.

2) La finalité de la « peine »

On peut distinguer au moins cinq finalités pour la peine. Nous parlerons à ce sujet de cinq « paradigmes », c'est-à-dire de cinq modèles, de cinq visions du monde, de cinq conceptions de la vie, qu'expriment les cinq sens (eu sens de finalité) de la « peine ». Précisons que le terme de « paradigme » doit être employé avec précaution. Le philosophe des sciences Thomas Kuhn (*La structure des révolutions scientifiques*, 1962) parlait de « paradigmes scientifiques » pour signaler le fait que les sciences ne progressent pas de façon linéaire, mais par sauts qualitatifs, par ruptures successives : nous avons changé de paradigme lorsque nous sommes passés du paradigme ptoléméen (la terre est plate et le soleil tourne autour) au paradigme copernicien (la terre est ronde et tourne autour du soleil). Ainsi les paradigmes scientifiques sont mutuellement exclusifs, ils se succèdent dans l'histoire sans retour en arrière possible. En théologie, on emploie le terme de « paradigme » dans un sens un peu différent : Luther est revenu à un paradigme paulinien (le salut par grâce au moyen de la foi), il est donc retourné à la source, et son paradigme a coexisté avec celui de la contre-Réforme (le salut par les œuvres). Aujourd'hui encore, plusieurs paradigmes théologiques coexistent, et les protestants cherchent toujours à revenir à la source. Il en va de même pour les paradigmes de la « peine » : plusieurs modèles coexistent, et certains resurgissent aujourd'hui. Chaque aumônier peut en faire l'expérience, en les repérant au détour d'une conversation.

a) Premier paradigme : l'expiation

Un premier paradigme confère à la peine le but d'expiation. La souffrance du condamné a une vertu cathartique : elle le purifie du mal qu'il a commis, et purifie du même coup la société. Car la peine comme expiation est moins dirigée vers la victime que vers la société, envers laquelle le condamné doit payer sa dette. C'est une sorte de vengeance collective de la société, qui reconstitue son unité en punissant celui qui la menaçait (voir à ce sujet les travaux de René Girard). Le condamné est en quelque sorte sacrifié au profit de la cohésion sociale, et sa souffrance a une dimension rédemptrice. Le 27 septembre dernier, dans une émission de France Culture consacrée au sens de la peine, le magistrat Denis Salas a soutenu que cette conception de la peine était périmée, car elle était rattachée à la tradition judéo-chrétienne. Dans un article de 1958 (« Le droit de punir », réédité dans *Foi et Vie*, vol. CIV, n°1, hiver 2005, p. 75-96), Paul Ricœur avait déjà montré que l'expiation n'avait rien de judéo-chrétien, que c'était une conception païenne : « La mort du Christ, c'est la mort de

l'expiation ». L'expiation a sans doute été réhabilitée par la contre-Réforme, ce qui explique ce paradigme est loin d'avoir disparu dans l'inconscient collectif des pays catholiques, y compris chez les détenus. Le problème posé par ce paradigme est que le droit est né précisément contre l'idée de vengeance, et que la justice dans un état de droit vise à juguler toute propension vindicative, toute soif de vengeance.

b) Second paradigme : la protection de la société

Le second paradigme confère à la peine le but de défendre la société contre l'un de ses éléments qui la menace, et donc de mettre celui-ci à l'écart, de l'exclure le plus longtemps possible, voire de le faire disparaître. Tel est le sens des peines de perpétuité et de la peine de mort. Il s'agit d'une vision utilitariste de la peine : non pas punir « parce que », mais punir « pour ». Ce paradigme se nourrit de la pensée du philosophe Hobbes (1588-1679, *Léviathan* : 1651), qui considérait que « l'homme est un loup pour l'homme », et que les membres d'une société doivent donc renoncer à leur liberté en échange de la sécurité : ils remettent ainsi leur liberté entre les mains d'un État fort, qui peut les protéger (contre eux-mêmes !) par le glaive. Malgré l'abolition de la peine de mort, ce paradigme n'a pas disparu : on le voit ressurgir à travers les nouvelles prisons sécuritaires, ainsi que les velléités de perpétuité réelle (aux Etats-Unis, on peut être condamné à 300 ans de prison...), notamment dans la loi française de 2008 sur la rétention de sûreté, qui autorise le maintien en détention d'un condamné à une longue peine, qui a purgé celle-ci mais est considéré comme « dangereux ». Cette notion de « dangerosité » transforme totalement la conception de la justice, la rendant dépendante à l'égard de l'état de l'opinion et du discours des médias. Le grand problème posé par ce paradigme est d'ordre éthique : quelle espérance peut nourrir un détenu qui n'est même pas assuré de sortir un jour ?

c) Troisième paradigme : la rétribution

Le troisième paradigme marque un tournant dans l'histoire de la justice. Il ne s'agit plus de faire expier ni d'exclure, mais de rappeler la loi qui a été transgressée, et ainsi d'infliger une peine rigoureusement équivalente au délit ou au crime commis. C'est le juriste italien Cesare Beccaria (1738-1794) qui a formalisé cette conception de la justice dans son ouvrage classique : *Des délits et des peines* (1764). Il y propose de faire correspondre une peine à chaque infraction, et s'élève d'ailleurs contre la torture et la peine de mort. Ainsi seraient abolis les peines excessives, démesurées, mais aussi l'arbitraire de la justice, qui variait « selon que vous serez puissant ou misérable », comme le disait La Fontaine. Le livre de Beccaria aura un grand succès dans l'Europe des

Lumières, notamment auprès de Voltaire, Diderot et d'Alembert, et inspirera puissamment la nouvelle justice mise en place par la Révolution française. C'est officiellement ce paradigme qui régit toujours notre pratique de la peine, comme dans tout état de droit. Le problème qu'il pose est celui qui semble relever d'une pensée magique : y a-t-il réellement une équivalence entre l'infraction et la peine, comme si la souffrance (strictement morale) que l'on fait subir à l'infracteur pouvait effacer celle (physique et morale) qu'il avait fait subir à la victime ?

d) Quatrième paradigme : la réhabilitation

C'est pour tenir compte de cette limite que Paul Ricoeur (dans « Sanction, réhabilitation, pardon », in *Le Juste I*, 1995, p. 193-208) propose de concevoir la finalité de la peine comme une réhabilitation. En effet, toute personne est plus grande que ses actes, y compris que ses crimes, et il convient de ne pas l'y réduire. Comme le disait un criminologue du début du XXe siècle : « Nous ne sommes pas des criminels, mais des passagers de la criminalité ». La stricte application du paradigme de la rétribution ne prépare pas la réhabilitation du condamné au sein de la société, et par sa logique même, la prison facilite trop souvent la récidive. Tout doit donc être fait pour réinsérer le détenu dans la société, en orientant délibérément la peine vers l'avenir plutôt que vers le passé. Le problème lié à ce paradigme tient à l'ambivalence fondamentale de la condition humaine : même en Suède où une volonté politique et de gros investissements financiers ont semblé prendre au sérieux la question de la réinsertion, on constate que les résultats, quoique honorables, ne sont pas à la hauteur de l'effort ; ainsi les prisons sont devenues tellement « confortables » que les plus démunis des détenus cherchent à y retourner dès leur sortie, surtout au seuil de l'hiver...

e) Cinquième paradigme : la restauration

C'est pourquoi nous pouvons aller plus loin que Paul Ricoeur, et nous engager sur les chemins de la justice restaurative. Il ne s'agit pas seulement de réinsérer celui qui sort de prison dans la société, mais de restaurer l'identité blessée chez l'infracteur et chez la victime, en prenant en compte les besoins de la communauté. La relation brisée entre ces trois pôles peut être reconstruite, « retrecotée », en leur permettant de communiquer, de se dire quelque chose, parfois même de se rencontrer. On constate en effet que la victime se sent souvent dessaisie de l'affaire qui la touche par la justice pénale, qu'elle se sent rencontrer. On constate en effet que la victime se sent souvent dessaisie de l'affaire qui la touche par la justice pénale, qui considère le crime comme

violation de la loi et de l'ordre garanti par l'État, davantage qu'atteinte à l'intégrité ou aux biens d'une victime. Par la justice restaurative, la victime devient partie prenante, elle se voit reconnue dans ses besoins. En général, la victime a besoin de comprendre ce qui s'est passé, le pourquoi de ce qui l'a fait souffrir. Dans l'expérience pilote menée à Poissy, des victimes ont ainsi exprimé leur grand soulagement après avoir pu correspondre avec leur infracteur. Lorsque la rencontre directe n'est pas possible, des rencontres entre victimes et infracteurs impliqués dans des affaires différentes ont également donné de beaux résultats pour les uns et pour les autres.

L'infracteur lui-même éprouve souvent le besoin d'un contact, au moins épistolaire, sinon direct, avec sa victime, pour lui exprimer sa honte, lui présenter des excuses, voire parfois lui demander pardon. Lorsque cela peut se faire, par exemple par le biais de l'aumônier qui a un rôle de facilitateur d'expression écrite, on constate là aussi une grande libération intérieure, un début de guérison de part et d'autre. Pour l'infracteur, c'est la sortie d'une attitude de déni, une reconnaissance de ses torts et l'entrée dans une démarche de responsabilité, tournée non plus vers le passé mais vers l'avenir. Il ne s'agit évidemment pas de l'imposer : tout le monde n'y est pas prêt, et surtout pas à tout moment, mais de le proposer et de répondre au besoin lorsqu'il s'exprime.

L'une des grandes innovations de la justice restaurative, c'est de prendre en compte la communauté, et de sortir ainsi de la polarisation victime/infracteur. Car une infraction n'affecte pas que la victime directe, mais aussi sa famille, son quartier, son village. Ces « micro-communautés » peuvent être partie prenante du processus de justice restaurative, de telle sorte que l'infracteur puisse un jour revenir habiter dans ces lieux. Des « conférences familiales », « cercles de responsabilité » ou « cercles de guérison » ont été mis en place, aux États-Unis et au Canada, pour chercher ensemble une solution qui convienne à tous.

Les pays anglo-saxons, mais aussi la Belgique, pratiquent depuis un certain nombre d'années la justice restaurative, non pas comme substitut à la justice pénale, mais comme complément, une fois la peine prononcée, et au moment souhaité par les parties concernées. Lorsqu'un infracteur et une victime parviennent à se mettre d'accord sur l'attitude à adopter en cas de rencontre inopinée à l'avenir, les exigences des libérations conditionnelles sont mieux respectées. Et les conséquences sur la réduction de la récidive sont incontestables.

La justice restaurative n'affecte pas le prononcé de la peine, mais elle peut en changer le sens : il ne s'agit plus seulement de « payer » tant d'années de prison en fonction de la gravité d'un acte passé, mais de restaurer une relation en vue d'un avenir ouvert. La perspective est donc qualitative et non plus

quantitative, et la responsabilité prend le relais de la culpabilité. On ne gère plus seulement le temps, on construit un projet.

La grande avancée de la justice restaurative est qu'elle permet au condamné de donner lui-même un sens à sa peine, au lieu de subir un sens qui lui est imposé. Et l'aumônier peut l'accompagner dans cette quête.

Frédéric Rognon